



*MECANISME POUR L'INITIATIVE DE LA
RECHERCHE DE LA PAIX LE DEVELOPPEMENT*

BUJUMBURA, BURUNDI



Burundi : Analyse de la situation sécuritaire dans le contexte des manifestations contre le troisième mandat du président de la république Pierre NKURUNZIZA

Dans le cadre de sa contribution au développement du secteur de sécurité au Burundi, le Mécanisme pour l'Initiative de la Recherche de la Paix et le Développement (MI-RPD) sort cet article dans le but de partager avec l'opinion nationale et internationale sur la situation sécuritaire au Burundi lors des manifestations des différentes parties qui sont en train de se dérouler dans le pays depuis le mois d'avril.

Dans le présent article, nous vous présentons nos observations, ce que nous avons déploré, ce qui nous a plu et suggérons des recommandations.

Signalons avant tout que l'organisation avait adressé une correspondance à son Excellence le Président de la République le 5 mars 2015 lui demandant d'organiser des Etats Généraux sur la sécurité afin que la question de la sécurité soit considérée de la même manière par tous les intervenants en vue de prévenir tout acte de nature à compromettre la sécurité

Pour plus d'information +25779934903, +257 79960350 ou vous pouvez nous écrire à l'adresse suivante e-mail :ong.mirpd@yahoo.fr,sinkayo_john_cla@yahoo.fr

pendant cette période électorale. Cette correspondance a été suivie par une déclaration sur l'état de sécurité en cette période pré-électorale du 23 mars 2015 dans laquelle le MI-RPD a demandé fermement à son Excellence le Président de la République de renoncer au troisième mandat et a exprimé son inquiétude qui reposait sur certaines questions préoccupant aussi bien l'opinion nationale qu'internationale et souligné des actes servant de signes avant-coureurs de la précarité de la sécurité, faisant appel à toutes les parties concernées de participer à la prévention de toute action qui pourrait entacher la sécurité en cette période électorale au moment où le pays se prépare aux différents scrutins. Nous avons jugé bon de mener une analyse des faits au moment où des manifestations des partis politiques, de la société civile et de la population battent leur plein pour établir un rapport entre les faits et les inquiétudes qui avaient été soulevées dans les deux documents mentionnés ci-haut.



1. Concernant l'inquiétude liée au 3ème mandat du président de la République Pierre Nkurunziza, il a été désigné comme candidat aux élections de Juin prochain lors d'un congrès extraordinaire de son parti CNDD-FDD tenu le 25 avril 2015 faisant fi des analyses tant sur le plan national, régional qu'international sur les dangers que présentait sa présentation de candidature au troisième mandat. Cette candidature n'a pas été bien accueillie par la plupart tant au niveau national qu'international. Cela a fait suite aux conseils qui avaient été prodigués par des institutions ainsi que par des organisations internationales.
2. En réponse à l'appel des partis politiques de l'opposition et des Organisations de la société civile, les hauts cadres du parti CNDD-FDD qui ne soutiennent pas le 3ème mandat du Nkurunziza, les membres des partis politiques de l'opposition, les candidats indépendants à la présidence de la république, la société civile et la population sont descendus dans les rues pour des manifestations de contestation contre ce troisième

mandat du président Nkurunziza. Ces manifestations ont débuté dimanche le 26 avril dans différentes communes de la Mairie de Bujumbura, la capitale burundaise. Quoique les manifestations aient été non-violentes, la police a été déployée pour forcer la population de ne pas manifester. Il a été remarqué que cette dernière use de la force faisant recours aux lacrymogènes, les jets d'eau et même aux balles réelles ce qui marque une véritable confrontation entre les deux parties. Une dizaine de manifestants y ont déjà laissé leur vie dont un enfant de moins de 16 ans, un soldat de l'armée Burundaise, une centaine de personnes blessées, plus de cinq cent incarcérés, emprisonnées et plus de 27.000 personnes se sont déjà réfugiées dans les pays voisins. En même temps, des manifestations parallèles de ceux qui soutiennent son troisième mandat se déroulent.



3. Au cours de ces manifestations anti 3^{ème} mandat du président Nkurunziza, il a été remarqué aux côtés des policiers des personnes qui portaient des armes sans identification des agents de sécurité, surtout à Mutakura, Musaga, Centre ville et Nyakabiga. Il ya eu même, parmi ces individus, quatre qui ont été arrêtés par les manifestants et remis à la main de l'armée burundaise soupçonnés comme étant des 'interahamwe' des FDLR du Rwanda.
4. Le gouvernement avait mis en garde les organisations de la société civile ainsi que la population que quiconque descendrait dans les rues serait considéré comme fauteur de trouble. Cela a été matérialisé dans le fait que les manifestations ont été qualifiées d'insurrection. La suite à cette attitude du gouvernement a été la fermeture d'une des radios privées, la RPA, l'interdiction de deux autres à savoir BONESHA et

Pour plus d'information +25779934903, +257 79960350 ou vous pouvez nous écrire à l'adresse suivante e-mail :ong.mirpd@yahoo.fr,sinkayo_john_cla@yahoo.fr

ISANGANIRO d'émettre à l'intérieur du pays, la fermeture de la maison de la presse et l'incarcération de Pierre Claver MBONIMPA, président de l'APRODH.

5. Des manifestations publiques parallèles des partisans du CNDD-FDD soutenant le troisième mandat de Son Excellence le Président de la République Pierre NKURUNZIZA et ceux des partis de l'opposition et les organisations de la société civile et de la population ont généré des affrontements violents surtout à Kanyosha.
6. Durant ces manifestations, il a été clair qu'il y a eu divergence entre les corps de défense et de sécurité concernant la gestion des manifestations. Il sautait aux yeux que les policiers provoquaient les manifestants et cela parce que les Etats généraux, qui auraient mis en place un mécanisme de préparation et de formation suffisantes des corps de polices n'ont pas eu lieu. Comme conséquence, un grand nombre de policiers (plus de soixante) ont été blessés lors des manifestations pendant des affrontements avec la population non armée.



7. Les individus soupçonnés de prendre part aux manifestations ont été enlevés de leurs domiciles et ont été incarcérés dont des enfants.
8. Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a fermé tous les campus universitaires suite au climat sécuritaire des manifestations qui n'est pas propice. Plusieurs écoles secondaires surtout celles à régime d'internat ont fermé leurs portes et les élèves contraints de rentrer chez eux suite à la peur provoquée surtout par la fermeture de certaines radios privés et la restriction des autres qui n'émettent plus à l'intérieur du pays.
9. Une Contradiction au sein d'un même gouvernement, il est clair que même les ministres ne donnent pas même teneur aux actions qui sont entrain de se dérouler au moment où le ministre de l'intérieur appelle aux étudiants de regagner leurs écoles car la sécurité est garantie et, le même jour, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique émet un ordonnance de fermeture de tous les campus de l'Université du Burundi.

10. Certains étrangers ont commencé à quitter le pays par crainte de leur sécurité.
11. Très peu d'organiseurs des manifestations étaient présents sur les lieux des manifestations ce qui a affecté une bonne coordination des manifestations. Comme conséquence, dans la ville de Bujumbura, trois véhicules ont été brûlés dans la commune de Musaga et plus de 50 T-shirts ont été brûlés en commune de Nyakabiga sous prétexte que l'on était entrain d'y imprimer les photos du président Pierre Nkurunziza.
12. Du coté de la police même, la coordination n'a pas été efficace car à un moment donné les policiers ont replié sans tactique devant les manifestants et se sont réfugié à l'ISCAM
13. Nous déplorons que les manifestants incarcérés soient traités dans des conditions inhumaines. Un cachot conçu pour cent personnes est peuplé de plus de 300 et les familles ont des difficultés à s'entretenir avec les leurs et de leur procurer de la nourriture. Notons que parmi les manifestants appréhendés il n'y a aucun président d'un parti politique ou représentant légal d'une organisation de la société civile organisateur des manifestations emprisonné.
14. Les organisateurs des manifestations ont recommandé aux manifestants d'observer une pause de deux jours (samedi et dimanche) pour enterrer ceux qui ont succombé dans les manifestations.



15. Deux attaques à la grenade visant la police ont fait trois tués à Bujumbura, vendredi 1er mai dans la soirée, peu après que les opposants à la candidature du président Pierre Nkurunziza à la présidentielle du 26 juin eurent décrété « deux jours de trêve » dans les manifestations qui secouent la capitale du Burundi depuis dimanche

Pour plus d'information +25779934903, +257 79960350 ou vous pouvez nous écrire à l'adresse suivante e-mail :ong.mirpd@yahoo.fr,sinkayo_john_cla@yahoo.fr

Considérant tous ces points évoqués ci-haut, le MI-RPD émet les recommandations suivantes:

- a. Que les leaders politique et le gouvernement du Burundi arrête toute conduite de nature à inciter la population à laisser le travail pour descendre dans les rues
- b. Que la question de controverse qu'est la candidature au troisième mandat de son Excellence le président de la République Pierre Nkurunziza soit revue pour le bien de toute la nation.
- c. Que les corps de défense et de sécurité considèrent de la même façon tous les manifestants que ce soient ceux du parti au pouvoir ou ceux-là qui sont contre le troisième mandat de son Excellence le Président de la République Pierre NKURUNZIZA.
- d. Que toute personne en détention d'une arme illégale soit désarmée le plus tôt possible pour garantir la sécurité à la population qui est assaillie par la peur et fuit le pays.



Officiers du Service National Renseignement désarmés et capturés à Musaga

- e. Que toutes les armes saisies par la police ou remises par la population qui se trouvent sur les postes communaux presque dans tous le pays soient rassemblées dans l'endroit conçu et connu et détruites avant les prochaines élections pour éviter qu'elles soient volées ou mal utilisées pendant cette période électorale.
- f. Que l'opinion internationale contraigne le président de la république Pierre NKURUNZIZA à retirer sa candidature et intervienne le plus tôt possible dans la contribution au rétablissement de la sécurité ainsi qu'à la limitation des dégâts tant humains que matériels que pourrait occasionner la situation actuelle d'insécurité.
- g. Qu'il y ait des enquêtes sur les personnes qui ont perdu leur vie au cours des manifestations qui viennent de se passer dans le pays et que les auteurs de ces meurtres soient poursuivis par la loi.

- h. Que tous les manifestants qui ont été appréhendés soient libérés sans condition étant donné que les organisateurs des manifestations sont des partis politiques de l'opposition et des organisations de la société civile reconnus par la loi.
- i. Que cette situation d'insécurité qui prévaut actuellement trouve remède dans l'immédiat et que le calendrier des élections soit révisé pour permettre que les esprits soient apaisés et que les réfugiés retournent dans le pays.

Nous concluons en remerciant tous ceux qui s'investissent pour que les problèmes que traverse le Burundi pour qu'ils trouvent une solution dans l'immédiat et que la sécurité soit rétablie.

Fait à Bujumbura le 3/05/2015

Le Coordinateur National du MI-RPD

SINZINKAYO Jean Claude

Pour plus d'information +25779934903, +257 79960350 ou vous pouvez nous écrire à l'adresse suivante e-mail :ong.mirpd@yahoo.fr,sinkayo_john_cla@yahoo.fr